



**PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Service de la coordination des politiques publiques

**Bureau de la coordination
et des procédures environnementales**

**Arrêté n°2021-2530/SG/SCOPP du 7 décembre 2021
portant prescriptions complémentaires à la déclaration du projet d'aménagement
des canaux pour la pêche des bichiques sur la rivière des Marsouins
sur la commune de Saint-Benoît**

LE PRÉFET DE LA RÉGION RÉUNION

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles, L.211-1, L.214-1 à L.214-10, R.214-1 à R.214-5 et R.214-32 à R.214-40 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret du 29 mai 2019 portant nomination de M. Jacques BILLANT, préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion ;

VU le décret du 6 janvier 2021 portant nomination de Mme Régine PAM, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de La Réunion ;

VU l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique **3.1.2.0 (2°)** de la nomenclature annexée au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°1732 du 1^{er} septembre 2021 portant délégation de signature pour l'activité générale des services et l'ordonnancement des dépenses et recettes à Mme Régine PAM, secrétaire générale de la préfecture de La Réunion, et à ses collaborateurs ;

VU l'arrêté préfectoral n°615/IM du 1^{er} juillet 1955 fixant la limite de salure des eaux dans l'embouchure des rivières, ravines, canaux et étangs de La Réunion ;

VU l'arrêté préfectoral n°2020-3662-SG/DRECV du 22 décembre 2020 portant réglementation de la pêche en eau douce sur les cours d'eau et les plans d'eau de La Réunion pour l'année 2021 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE Est) approuvé le 21 novembre 2013 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement reçu le 7 septembre 2021, déclaré complet le 10 septembre 2021, présenté par l'association des pêcheurs de bichiques bénédictins (APBB), représentée par son président, M. Yvon Dubard, enregistré sous le n°2021-60 et relatif au projet d'aménagement des canaux pour la pêche des bichiques sur la rivière des Marsouins, sur la commune de Saint-Benoît ;

VU l'avis de l'office français de la biodiversité (OFB) en date du 29 octobre 2021 ;

VU l'avis du pétitionnaire sur les prescriptions spécifiques envisagées, demandé le 03 novembre 2021 et reçu le 22 novembre 2021 ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'encadrer la pratique de la pêche traditionnelle aux bichiques dans la Rivière des Marsouins de manière à permettre la préservation des milieux aquatiques, et le renouvellement des stocks de poissons ;

CONSIDÉRANT la stratégie d'action de l'État pour la régularisation de la pêche aux bichiques dans les embouchures des rivières réunionnaises, actée en mission inter-services de l'eau et de la nature (MISEN) ;

SUR PROPOSITION de la secrétaire générale de la Préfecture ;

ARRÊTE

Article 1. Objet de la déclaration

Il est donné acte à l'association des pêcheurs de bichiques bénédictins (APBB) représenté par son président, M. Yvon Dubard de sa déclaration en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant les aménagements réalisés en vue du **projet d'aménagement des canaux pour la pêche des bichiques sur la rivière des Marsouins**, sur la commune de Saint-Benoît.

1.1. Rubriques de la nomenclature applicables

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. La rubrique définie au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernée par cette opération est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Arrêté de prescriptions générales
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3. 1. 4. 0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ; 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D). Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Arrêté du 28 novembre 2007

1.2. Description des aménagements et activités

Les aménagements consistent en la réalisation et l'entretien de 25 canaux de pêche, en amont de la limite de salure des eaux sur la rivière des Marsouins à Saint-Benoît. Le projet s'étend sur une zone de 360 m de cours d'eau et les canaux de pêche représentent 10 rangs de canaux de 5 m maximum, soit une modification du lit mineur du cours d'eau de 50 m. Les canaux sont disposés comme présentés en annexe 1, en rives gauche et droite de la rivière des Marsouins, avec le maintien en tout temps d'un canal libre de reproduction en zone centrale.

Les activités consistent en l'édification et l'entretien de ces canaux, ainsi qu'en la pratique de la pêche de loisir des bichiques en amont de la limite de salure des eaux sur la rivière des Marsouins, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Article 2. Prescriptions générales

Le déclarant respecte les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Le déclarant respecte l'arrêté réglementant la pêche en eau douce sur les cours d'eau et plans d'eau de La Réunion, actualisé annuellement.

Le déclarant devra se tenir informé et respecter toutes les évolutions de la réglementation applicable à la pêche des bichiques à La Réunion.

Article 3. Statut général des pêcheurs

Chaque membre de l'APBB doit être à jour de sa cotisation à l'association et disposer, pour pratiquer la pêche des bichiques, d'une carte de pêche association départementale agréée des pêcheurs amateurs aux engins et filets de La Réunion (ADAPAEF 974), ainsi que d'une licence de pêcheur amateur sur le lot correspondant, délivrée par la DEAL. Ces documents doivent être présentés en cas de contrôle.

En complément de la réglementation applicable à la pêche des bichiques à La Réunion, chaque pêcheur s'engage ainsi à respecter les conditions de pêche associées à sa licence, notamment les dispositions applicables aux pêcheurs aux engins et filets en amont de la limite de salure des eaux définies par le cahier des charges de location du droit de pêche de l'État.

Article 4. Activités autorisées et prescriptions particulières

Les membres de l'association APBB sont autorisés à pratiquer la pêche des bichiques en eau douce conformément au code de l'environnement, **sans être autorisés à commercialiser le produit de leur pêche**. Cette autorisation est accordée dans le respect de la réglementation en vigueur et dans les conditions définies au présent arrêté.

4.1. Pêche des bichiques

Engins de capture

Le seul engin de capture autorisé est la vouve, d'un diamètre maximal de 80 cm en entrée et d'une longueur maximale de 1,50 m. L'utilisation de tout autre engin de capture, notamment le filet moustiquaire, est interdite.

Chaque pêcheur est autorisé à utiliser au maximum deux vouves en action de pêche. Chaque vouve est identifiée par une plaque en matière inaltérable, comportant *a minima* le nom et le prénom du pêcheur et son numéro d'adhérent à l'ADAPAEF.

Aucun matériau non naturel n'est autorisé dans le cours d'eau. L'emploi de toute matière plastique ou artificielle dans le cours d'eau entraîne une interdiction de pratique de la pêche pour une durée minimale de 6 mois. La récidive entraîne une interdiction définitive, c'est-à-dire qu'aucune licence de pêche ne pourra plus être accordée par l'administration au pêcheur incriminé.

L'emploi de tout produit toxique / biocide (eau de Javel, phytosanitaire ou autre) dans le cours d'eau est strictement interdite. Une telle pratique entraînera, outre les sanctions prévues aux articles L173-1 et suivant du code de l'environnement, l'interdiction de pêche immédiate et définitive du pêcheur incriminé, c'est-à-dire qu'aucune licence de pêche ne pourra plus lui être accordée par l'administration.

Période et heures de pêche

La pêche des bichiques est interdite chaque année pendant 6 mois, du 1^{er} mars au 31 août inclus.

La pêche nocturne est strictement interdite, soit de 30 minutes après le coucher du soleil, jusqu'à 30 minutes avant son lever. Toutes les voves sont retirées du cours d'eau durant les heures d'interdiction de la pêche.

Personnes autorisées

Seuls les membres de l'association APBB, à jour de leur cotisation et disposant des cartes et licences de pêche requises, sont autorisés à pêcher dans le cadre du présent arrêté. La liste des pêcheurs autorisés est consultable en annexe 2.

Si de nouveaux pêcheurs veulent intégrer l'association, avec ou sans l'édification de nouveaux canaux, cela constitue une modification du dossier de déclaration qui a été déposé. Dans ce cas, l'APBB doit obtenir l'accord préalable de la DEAL pour modifier la liste des bénéficiaires du présent arrêté.

Localisation de la pêche

Les membres de l'APBB ne sont autorisés à pêcher que sur la rivière des Marsouins, en amont de la limite de salure des eaux, sur le secteur et dans les canaux identifiés en annexe 1.

Quantités pêchées

La quantité de bichiques capturée est limitée à 3kg par jour et par pêcheur. Les pêcheurs doivent surveiller leurs voves de façon à pouvoir les relever avant de dépasser cette limite. Lorsqu'une vove est relevée, la quantité de bichiques prise est immédiatement pesée et, le cas échéant, répartie entre les pêcheurs du canal à hauteur de 3kg/j/pêcheur maximum. Les éventuelles quantités de bichiques excédentaires sont relâchées délicatement en amont du secteur de pêche de l'APBB pour favoriser la reproduction de l'espèce. Il est interdit à un pêcheur d'un canal de donner des bichiques à un pêcheur d'un autre canal.

Les pêcheurs doivent être munis d'un dispositif de pesée opérationnel avant de commencer la session de pêche (balance romaine ou tout équipement équivalent). A défaut, ils ne sont pas autorisés à commencer la pêche.

Technique de pêche

Sur le secteur de l'APBB, la seule technique de pêche autorisée est la pêche à la montée. Les voves sont placées gueules vers l'aval et bloquées uniquement à l'aide de pierres et végétaux présents sur le site. L'emploi d'accessoires de pêche en complément des voves (ex : estacades amovibles, filets barrière) est strictement interdit.

4.2. Construction et entretien des canaux

Dimensions et caractéristiques des canaux et de la zone aménagée

Les canaux, disposés conformément à la description présentée en annexe 1, respectent les dimensions suivantes :

- longueur maximale : 5 m
- largeur intérieure maximale : 2 m
- épaisseur des murets entre canaux : de 0,5 m à 1 m

Les murets des canaux sont construits uniquement avec des pierres et des végétaux issus de la rivière. L'utilisation de bâche plastique ou de tout autre matériau non naturel, ou extérieur au site, est interdite.

Une zone libre de toute pêche, dite canal de reproduction, est constamment maintenue sur l'intégralité de la zone, conformément à la description présentée en annexe 1. **Le canal de reproduction est matérialisé au bout de chaque rang de canaux par des traces de peinture rouge** apposées sur les extrémités amont et aval du dernier muret marquant la limite avec le canal de reproduction. La peinture utilisée est conforme à une utilisation en contact avec le milieu aquatique. Les marques de matérialisation du canal libre sont renouvelées systématiquement en cas d'effacement ou de départ des pierres marquées.

Le projet consiste en la régularisation de canaux pré-existants. La présence historique des canaux suppose une phase de chantier très limitée et des actions principalement basées sur de l'entretien des ouvrages. En cas de volonté d'édifier un nouveau canal, un calendrier des interventions pendant la phase de chantier doit être établi et transmis à la DEAL au minimum 15 jours à l'avance. Un accord explicite de la DEAL est requis avant tout commencement d'exécution.

Entretien des canaux

L'entretien des canaux est autorisé toute l'année, y compris en période de fermeture de la pêche.

Il est réalisé de façon manuelle ou à l'aide d'outils légers, l'utilisation d'engins mécanisés est interdite. Un débroussaillage manuel régulier est réalisé sur les murets des canaux de façon à éviter une végétalisation trop importante de ces derniers.

L'entretien régulier des canaux comprend également l'évacuation des déchets présents sur la zone occupée par l'association, y compris si ces déchets ne sont pas de sa responsabilité.

Acte de malveillance

En cas de modification des aménagements sur le secteur par des tiers (acte de braconnage notamment), la DEAL est tenue informée immédiatement des modifications constatées sur le terrain. L'APBB ne sera autorisée à remettre les lieux dans leur état initial, conformément aux prescriptions du présent arrêté, qu'après avoir préalablement transmis les photographies du constat et informé la DEAL de la date prévue de remise en état. Les travaux ne peuvent débuter qu'après accord de l'administration. À la fin des travaux, les photographies du site remis en état sont transmises à la DEAL. La demande et les photographies avant/après travaux sont à envoyer par courrier électronique à l'adresse suivante :

policeau-deal974@developpement-durable.gouv.fr

Dispositions en cas d'évènement climatique extrême

Si les canaux de pêche sont détruits à la suite d'un cyclone ou autre évènement climatique extrême (pluies, crues...) qui vienne à modifier le cours d'eau, le bénéficiaire du présent arrêté n'est en aucun cas autorisé à exécuter des travaux pour rétablir la situation initiale avant consultation et accord de la DEAL.

Dans un tel cas, un constat sur site de la nouvelle situation est réalisé en présence de la DEAL et des autres services concernés. Il est ensuite statué sur l'éventuelle possibilité de rétablir des aménagements pour la pêche des bichiques et les conditions de réalisation de ceux-ci, en fonction du nouveau contexte local post-évènement.

Dans l'attente d'une décision sur les possibilités et modalités de reprise, tous travaux et activités de pêche aux bichiques sont interdits.

Article 5. Occupation du domaine public

L'édification des canaux et la pratique de la pêche sont autorisés à la suite de l'attribution d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public fluvial, délivrée annuellement par le service de la Police de l'eau de la DEAL. Cette autorisation est accordée suite au dépôt, avant le 30 juin de chaque année, d'un dossier de demande comprenant a minima :

- Les nom, prénoms, qualité, pouvoirs du signataire de la demande et, le cas échéant, du ou des représentants habilités auprès de l'administration ;
- La liste actualisée des membres de l'association, seuls bénéficiaires du présent arrêté ;
- Une note précisant :
 - La durée pour laquelle la demande d'autorisation d'occupation temporaire (AOT) est demandée ;
 - La localisation, les caractéristiques et la superficie de la dépendance domaniale concernée, ainsi que les points d'accès au cours d'eau utilisés ;
 - tout autre élément permettant de mesurer l'impact des activités envisagées ainsi que les mesures précises d'évitement, réduction compensation en sus de celles pérennes mentionnées dans le dossier loi sur l'eau.

L'AOT est délivrée dans un délai de deux mois après réception du dossier, faute de quoi la demande est réputée rejetée.

L'AOT est délivrée contre paiement d'une redevance fixée par le directeur régional des finances publiques de la Réunion (DRFIP).

Article 6. Mesures d'évitement et de réduction des incidences

6.1. Canal de reproduction

Afin de garantir la continuité écologique pour la faune aquatique, une zone libre dite « canal de reproduction » est maintenue en eau en permanence tout au long du linéaire occupé par l'association APBB. Cette zone est strictement interdite de pêche, quelles que soient les espèces ciblées, le mode de pêche et le pêcheur. La présence de braconnier ou pêcheur non membre de l'association dans le canal de reproduction est aussitôt signalée aux services de contrôle (DEAL, BNOI, Fédération de pêche).

Le canal de reproduction est conforme à la description de la zone présentée en annexe 1. Le débit circulant dans le canal de reproduction est en tout temps supérieur ou égal au débit circulant dans chaque canal de pêche.

6.2. Mesures de réduction d'impact en phase travaux

Les travaux d'aménagement et d'entretien des canaux sont réalisés exclusivement à la main ou avec des outils manuels, l'utilisation d'engins mécanisés est interdite. Les canaux sont réalisés uniquement en utilisant les matériaux présents sur le site, aucun matériau extérieur n'est autorisé.

Article 7. Mesures de suivi

Les captures de bichiques sont renseignées pour chaque jour de pêche. Les quantités pêchées sont pesées à chaque levée de voue (balance romaine ou tout équipement équivalent) permettant de remettre à l'eau les éventuelles prises dépassant la limite de 3kg/j/pêcheur, et un cahier des captures est tenu à jour, conforme au format standard annexé à l'arrêté préfectoral réglementant la pêche des bichiques. Les informations recueillies dans ce cahier de captures, après chaque session de pêche, sont notamment les suivantes :

- Date de pêche ;
- Temps de pêche effective (nombre d'heures en action de pêche) ;
- Nombre de vouves ;
- Quantité capturée dans la journée en kilogramme (y compris si aucune prise, indiquer 0 kg) ;
- Noms des autres espèces de faune aquatique capturées et conditions de remise à l'eau ;

Chaque pêcheur tient à jour son propre cahier de captures.

Article 8. Mesures compensatoires

En compensation de l'impact sur le milieu aquatique de l'édification des canaux et de l'activité de pêche de ses membres, l'APBB réalise une évacuation régulière des déchets sur le secteur occupé. Les déchets récoltés sont évacués vers les filières adaptées.

Article 9. Moyens de surveillance et de contrôle

Avant chaque session de pêche, les membres de l'APBB s'assurent de la bonne application et du respect de l'ensemble des prescriptions du présent arrêté, autant pour la pratique de la pêche que pour le suivi des prélèvements.

Aucune action de pêche ne peut notamment être entreprise si le canal de reproduction n'est pas opérationnel et libre de toute activité, si des matériaux interdits sont présents sur le site (plastiques, filets...) et si les pêcheurs ne disposent pas du matériel de pesée nécessaire à la vérification du respect du poids maximum de prise autorisé.

Article 10. Information du service en charge de la Police de l'Eau

L'APBB transmet au service de police de l'eau toutes les informations relatives à la mise en œuvre du présent arrêté, notamment tout incident ou accident durant l'exploitation, pouvant entraver à l'application du code de l'environnement (eau et milieux aquatiques), toutes difficultés rencontrées pour le respect des prescriptions du présent arrêté ainsi que toutes modifications en rapport avec le projet initialement autorisé.

L'ensemble des éléments à transmettre au service de l'État en charge de la Police de l'eau est envoyé à minima par voie électronique à policeau-deal974@developpement-durable.gouv.fr, en précisant en objet le numéro de dossier associé (2021-60), ainsi que le numéro du présent arrêté.

Article 11. Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

Tous les moyens classiques d'intervention seront mis en œuvre en cas d'incident ou d'accident.

Les interventions d'urgence seront réalisées par les services d'incendie et de secours, joignables au **18**.

Article 12. Durée de l'arrêté

Le présent arrêté est valable 5 ans à compter de sa notification.

Si, à l'échéance du présent arrêté, le pétitionnaire souhaite poursuivre son activité de pêche des bichiques aux engins sur la Rivière des Marsouins, il devra, un an avant l'échéance du présent arrêté, déposer un nouveau dossier de déclaration ou de demande d'autorisation, dans les conditions prévues à l'article R214-32 ou R214-6 du code de l'environnement.

Article 13. Modification des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Conformément à l'article R.214-39 du code de l'environnement, le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut rejet.

Article 14. Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente déclaration, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration sans préjudice des dispositions du présent arrêté de prescriptions complémentaires.

Conformément à l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration doit être porté, **avant sa réalisation**, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Article 15. Déclaration des incidents ou accidents

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet du présent arrêté, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le pétitionnaire doit prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 16. Remise en état des lieux

Si à l'échéance du présent arrêté, le pétitionnaire décide de ne pas poursuivre ses activités, ou si le pétitionnaire venait à abandonner son projet avant la fin de durée du présent arrêté, une remise en état totale des lieux (intégrant l'enlèvement des corps morts notamment) est réalisée par le pétitionnaire, selon un programme de travaux qui est validé au préalable par le service en charge de police de l'eau.

Article 17. Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par le présent arrêté, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 18. Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 19. Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 20. Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté sera transmise à la mairie de la commune de Saint-Benoît, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la commission locale de l'eau Est (CLE Est) pour information.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet des services de l'État dans le département de La Réunion pendant une durée d'au moins six mois.

Article 21. Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de La Réunion, le sous-préfet de Saint-Benoît, le directeur de l'environnement de l'aménagement et du logement de La Réunion, le maire de la commune de Saint-Benoît, le président de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection des milieux aquatiques, le général commandant la gendarmerie de La Réunion, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de La Réunion.

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale



Régine PAM

Voies et délais de recours : Le présent acte peut être contesté par le bénéficiaire ou toute personne ayant un intérêt à agir dans les deux mois qui suivent la date de sa notification :

- par recours gracieux auprès du Préfet ou par recours hiérarchique adressé au Ministre de la Transition Écologique et Solidaire. L'absence de réponse dans un délai de deux mois constitue une décision implicite de rejet susceptible d'être déférée au tribunal administratif dans les deux mois.
- par recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté, conformément aux articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible à partir du site internet : www.telerecours.fr.

ANNEXES

Annexe 1 – Vue de la répartition des canaux de pêche de l'APBB

Annexe 2 – Liste des pêcheurs et responsables des canaux

Annexe 1 – Vue de la répartition des canaux de pêche de l'APBB

Localisation des canaux de pêche de l'APBB

Secteurs de pêche

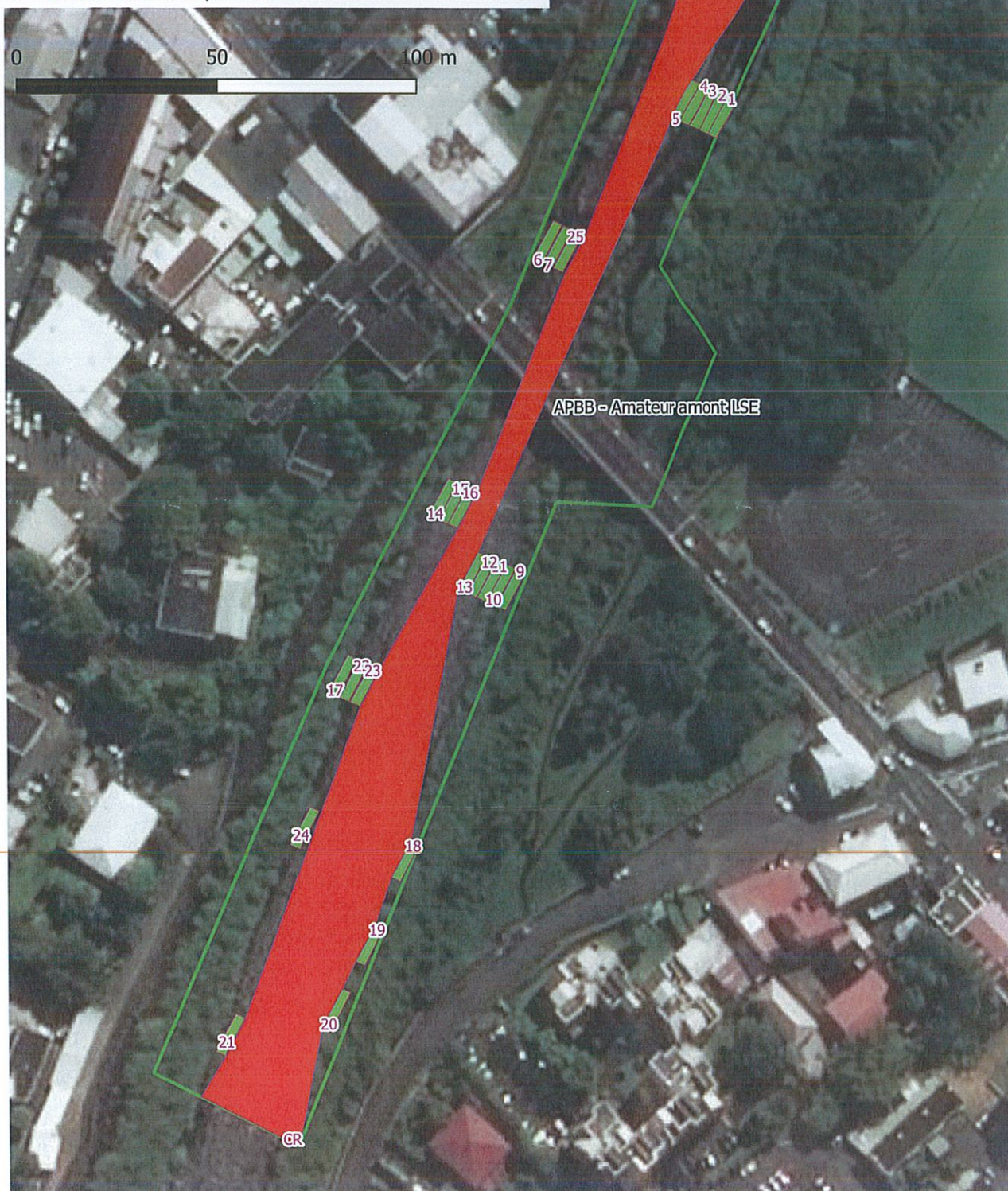
 Pêcheur à pied Professionnels / Amateurs

 Pêcheurs Amateurs aux engins et filets (ADAPAEF)

Canaux de pêche aux bichiques

 APBB - ADAPAEF

 APBB - Canal Reproduction



Annexe 2 – Liste des pêcheurs et responsables des canaux de pêche

Canal n°	NOM	Prénom
1	JARRY	Gilbert
2	CARIDCHY	Idriss
3	MALLARD	Martial
4	CAROUMBAYE (<i>réfèrent du canal</i>)	Jean-Yves
	GERCARA	Jean-Hugues
5	MYSCILE	Roger
6	TUGAR	Jean-Michel
7	PARLIER	Expédit
8	BOYER	Joseph
9	DUBART	Yvon
10	DUBART	Vincent
11	GAUVIN	Georges
12	VIRAPIN	Didier
13	ATTAMA	Joseph
14	NATCHAR	Fred
15	NATCHAR	Romain
16	RAVELOU	Edmond
17	DESIRE	Gaël
18	JAILLOUD	Antoine
19	FONTAINE	Christian
20	FONTAINE	Jonas
21	FONTAINE	Rico
22	REPCHNOU	Jean-Jacques
23	REPCHNOU	Jean-Luc
24	TARBY	Inel
25	GERCARA	Jean-Michel